

Revue des revues SIT

3 juillet 2012

Merck Serono, projet de constitution genevoise, votations fédérales, manifestation contre le nouveau durcissement de la politique migratoire helvétique, crise de la zone euro, présidentielles et législatives françaises, remises en question des printemps arabes, mobilisations québécoises, ces dernières semaines ont été plutôt denses en événements. La presse leur a donné un large écho ; nous n'y reviendrons pas. La présente revue des revues s'intéresse plutôt aux « tendances lourdes » qui interpellent les syndicats au-delà de l'actualité : comment comprendre la crise et ses enjeux, les dérives populistes qui l'accompagnent, les forces et les faiblesses des remèdes proposés, le possible « retour du social », la place du secteur public dans le débat, le rôle des syndicats dans tout ça.

1. Comprendre la crise et ses enjeux

Depuis le temps que la crise dure et se renouvelle, malgré toutes les tentatives de la résoudre (on en est au 19^{ème} sommet européen « crucial » depuis 2009 !), les déclarations de campagne et les solutions simplistes ne trompent plus personne. Chacun s'accorde aujourd'hui pour dire que les analyses doivent s'attacher à en comprendre la complexité.

➤ **La mécanique infernale**

Ainsi, un intéressant dossier infographique du Monde essaie de décrypter le mécanisme qui a enclenché l'engrenage fatal, de ses racines américaines (subprimes) aux désaccords européens sur la sortie de crise en passant par la déliquescence de l'Etat grec, la bulle immobilière espagnole, la crise de l'euro, les plans d'austérité, la récession mondiale et européenne, etc. (11 rouages détectés). Une double page intéressante pour mieux saisir « comment on en est arrivé là ».

En savoir plus : *La mécanique infernale de la crise européenne*, Le Monde 15.06.12

➤ **Bientôt la fin de la croissance ?**

En 1972, des chercheurs, sur mandat du Club de Rome, avaient produit un rapport sur « les limites de la croissance ». Personne ne les a écouté. Pas étonnant donc qu'ils publient aujourd'hui une nouvelle version de ce rapport, encore plus alarmiste. La croissance va forcément s'arrêter à cause des limites physiques de son développement (population, main d'œuvre, énergie, consommation) et de la limite de l'endettement (on ne peut pas vivre perpétuellement à crédit). Si on s'obstine, cela conduira à un effondrement : incapacité ... croissante de répondre aux besoins élémentaires (nourriture, santé, éducation) et risques de violences. La solution : apporter des changements majeurs aux politiques économiques et environnementales comme aux choix technologiques. Pour cela, il faudrait que les politiques sortent de leur point de vue à court terme (leur mandat) pour réfléchir à long terme. Sinon, le chercheur interrogé voit arriver un arrêt complet de la croissance d'ici 30 ans. D'où la nécessité de trouver une issue à la crise autre que le leitmotiv de la croissance pour éviter de « se planter ». Car, comme dit le proverbe japonais : « Si votre seul outil est un marteau, tout ressemble à un clou » ...

En savoir plus : entretien avec l'un des auteurs du rapport, Dennis Maedow dans Le Monde du 26.05.12 ; le rapport lui-même : *Les limites de la croissance*, éditions Rue de l'Echiquier, collection « Initiales DD ».

➤ **Et toujours la croissance des inégalités**

En tout cas, si on continue comme ça, il y a une chose dont la croissance est assurée, c'est celle des inégalités. Un « baromètre » européen (sans la Suisse bien sûr) montre en effet que les inégalités de revenus sont désormais la règle : les 20% les plus riches gagnent en moyenne 5 fois plus que les 20% les plus pauvres (chiffres 2010), avec toutefois des différences notables entre pays. Situation similaire à Genève et en Suisse selon une étude d'Yves Flückiger (décryptage en cours)

En savoir plus : *Baromètre des inégalités de revenus au sein de l'UE*, Le Monde 13-14.05.12 ; *Monde du travail et inégalités*, Yves Flückiger, Observatoire universitaire de l'emploi

➤ **Ça se passe aussi dans la tête**

La situation socio-économique où l'on se trouve n'a pas que des raisons économiques. Complexité oblige, des chercheurs de domaines (très) différents s'attachent à le démontrer. Des sociologues expliquent que la division du travail est un facteur majeur de la transformation de nos sociétés : remise en cause de la solidarité « de classe », discriminations (de genre notamment) dans les professions, hiérarchisation de l'utilité sociale de chacun-e, « délocalisation sur place » (recours massif aux immigré-e-s et sans-papiers comme salarié-e-s précaires dans les services à la personne, le nettoyage, l'hôtellerie-restauration. Un philosophe souligne que l'acceptation des diktats de l'économie provient de « l'économystification » des esprits, propagée par la soumission des politiques et des médias aux prétendues « lois du marché ». Enfin, un linguiste réputé dénonce l'adoption de l'anglais comme langue dominante d'échange en y voyant un instrument pernicieux (et voulu par les USA) d'installation d'une « pensée unique » dans le monde ; il illustre son propos notamment par la quasi obligation de publier en anglais (sous l'égide de comités de lecture anglophones) dans le domaine scientifique si on veut être reconnu (économie, mais aussi médecine, pharmacie, etc.). Lecture parfois ardue mais fort instructive.

En savoir plus : *La division du travail*, dossier dans Alternatives économiques No 314, juin 2012 ; *Le politique est devenu le laquais des marchés*, entretien avec le philosophe Jean-Pierre Dupuy dans Alternatives économiques No 314, juin 2012 ; *Contre la pensée unique*, Claude Hagège, Editions Odile Jacob, 2012 (livre, 245 pages)

➤ **Cinq ans de réflexion**

La complexité et l'intérêt des débats en cours sont illustrés par un documentaire audiovisuel (9 DVD), qui a rassemblé pendant cinq ans des entretiens avec une trentaine de chercheurs et praticiens sur quatre grands thèmes : le travail et les luttes sociales, les migrations et les rapports ethniques, la justice et les libertés, l'enseignement et la recherche. Le tout pouvant constituer, selon les auteurs, un utile « kit de survie éthique et politique en situation de crise(s) ».

En savoir plus : recension dans Alternatives économiques No 312, avril 2012 et *Penser critique*, réalisateur Thomas Lacoste, Editions Montparnasse, 9 DVD, 50 euros

2. Remèdes possibles : pas si simple

Si l'analyse de la crise se complexifie, les solutions proposées pour y remédier deviennent forcément plus nuancées, quand elles ne sont pas contradictoires (voir le débat franco-allemand entre croissance et rigueur). Il convient donc de rester critique face aux propositions qui se succèdent. C'est particulièrement vrai pour les syndicats.

➤ **Quels indicateurs utiliser ?**

L'utilisation du PIB (produit intérieur brut) comme critère du bon fonctionnement de l'économie, déjà massive jusqu'ici, devient quasi obsessionnelle pour justifier la croissance comme seul moyen de sortie de la crise. Or cet indicateur est de plus en plus critiqué : plus de PIB, c'est plus de pression sur les salarié-e-s, plus d'atteintes à l'environnement, plus de soumission au « tout économique ». Il faut donc mettre en place d'autres indicateurs qui, au-delà de la « richesse » produite, mesurent ce qui permet de « vivre mieux ». C'est le but de la nouvelle version de l'indicateur de l'OCDE qui porte ce nom : interactif (on peut y contribuer sur le site www.oecdbetterlifeindex.org/fr), il compte aussi bien sur le logement, la santé, l'environnement, l'équilibre travail-vie que sur le sentiment de bien-être (11 indicateurs en tout).

En savoir plus : *Produit intérieur brut, un indicateur à courte vue*, Le Monde 15.05.12 ; *« Comment va la vie ? », l'autre indicateur de la richesse de l'OCDE*, Le Monde 26.05.12 ; *L'OCDE lance une nouvelle version de votre indicateur du vivre mieux*, sur le site www.oecd.org

➤ **Austérité ou croissance ?**

Le débat est aujourd'hui médiatisé à travers l'opposition Merkel/Hollande : la sortie de crise passe pour certain-e-s par l'austérité (la « rigueur ») et pour d'autres par la croissance (la « relance »). Pour beaucoup, l'austérité est une mauvaise solution, dictée par les seules lois du marché : c'est le peuple qui paie (chômage de masse, baisse des salaires, diminution des services publics) et la finance qui y gagne. Mais d'autres, dont Charles Wyplosz, professeur à l'IHEID de Genève, sont critiques à propos des deux voies : le cas de la Grèce démontre la nocivité de l'austérité (souffrance sociale sans résultats économiques, montée des populismes), mais la relance est aussi une voie délicate : création de nouvelles dettes, mais aussi les dangers signalés au paragraphe précédent (article sur le PIB).

En savoir plus : *Echec avéré de l'austérité ; la relance de l'emploi doit primer sur la loi des marchés*, Le Monde 11.05.12 ; *Les politiques d'austérité sont des échecs, mais la relance aussi est une voie délicate*, Le Monde 19.05.12

➤ **Crise de la dette ou de la fiscalité ?**

Pour justifier l'austérité, c'est le frein à l'endettement des Etats qui sert d'argument massue. En réalité, si l'argent manque dans les caisses publiques, ce n'est pas parce qu'elles dépensent trop (en visant particulièrement l'Etat social), mais parce que les rentrées sont insuffisantes : cadeaux fiscaux aux riches, concurrence fiscale entre pays (et entre cantons en Suisse), évasion fiscale (entre 6'000 et 12'000 milliards à l'échelle mondiale). La solution ? Une véritable réforme fiscale plutôt que l'austérité.

En savoir plus : *Crise de la dette ou de l'imposition ?* Le Monde 05.06.12

➤ **Inflation ou répartition ?**

Une des solutions proposées pour sortir de la crise consiste à « laisser aller » l'inflation : il y aurait ainsi une réduction artificielle du montant de la dette, plus d'argent en circulation (donc plus de ventes) et une baisse des revenus qui ne dirait pas son nom. L'inflation devient ainsi une manière de faire payer la crise aux salariés au lieu d'en répartir la charge sur tous les acteurs économiques par une redistribution plus juste de la valeur ajoutée.

En savoir plus : *D'où vient l'inflation ?*, dossier paru dans Alternatives économiques No 311, mars 2012

➤ **Monde de la finance : régulation ou sparadraps ?**

Une bonne partie de la crise actuelle a été causée par les activités spéculatives multiples du monde de la finance. Une manière d'y remédier serait d'imposer aux banques une séparation stricte entre leurs activités utiles à l'économie (investissements, emploi) et leurs activités spéculatives. Cela exige une réglementation stricte et ce n'est pas si simple que ça à réaliser, mais ça a marché au temps de la crise de 1929. Pour y parvenir, encore faut-il changer les mentalités dans le monde de la finance lui-même, à commencer par une réforme en profondeur de l'enseignement qui y prépare, en y injectant une bonne dose d'histoire sociale, d'éthique et de responsabilité. Un appel en ce sens (parti de Suisse) a été lancé en 2011 auprès des universités européennes, mais sans résultats tangibles : au lieu d'un changement en profondeur, l'enseignement de la finance se contente de coller sur l'existant des sparadraps en dispensant quelques cours d'éthiques.

En savoir plus : *Peut-on séparer banque de dépôt et banque casino ?*, Alternatives économiques No 311, mars 2012 ; *Entretien avec Paul Dembiski, directeur de l'Observatoire de la finance à Genève*, Le Monde 20.03.12

➤ **Et si on essayait une gouvernance mondiale ?**

Dans la perspective d'un changement en profondeur dans la manière de gérer la crise, d'en éviter la répétition et de promouvoir une régulation au niveau mondial, le Collegium international, qui réunit des gens comme (côté francophone) Rocard, Morin, Hessel, Ruth Dreifuss, a lancé depuis Genève un « Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable ». Un peu trop de généralités, mais à lire quand même.

En savoir plus : *Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable*, paru sur le site de Libération le 14.03.12

➤ **Economistes : quelle crédibilité ?**

Toutes ces nuances dans les points de vue sur la crise et la manière d'en sortir relancent une nouvelle fois la question de savoir si l'on peut se fier aux « experts » en tout genre qui les proposent. Parmi les conditions pour rétablir une confiance sérieusement entamée, il faut que ces experts soient plus transparents sur leurs conflits d'intérêts (qui les paie ?) et le degré d'indépendance ou de dépendance existant entre leurs engagements professionnels et académiques (d'où parlent-ils ?). Pour y voir plus clair, il faut d'une part que les experts respectent une charte déontologique stricte, d'autre part que les médias, les politiques, les universités veillent au pluralisme des points de vue exprimés, enfin que chacun-e garde son esprit critique en les écoutant ou les lisant.

En savoir plus : *Des économistes sous influence ?*, Alternatives économiques No 313, mai 2012

3. Une vraie alternative : le retour du social

Le doute grandissant sur les moyens purement économiques de sortir de la crise ont pour conséquence de redonner du crédit à un « retour du social » et plus particulièrement au rôle de l'Etat pour rééquilibrer le fonctionnement de la société.

➤ **Réhabiliter l'Etat social**

Première surprise, même les tenants du libéralisme commencent à se dire que la concurrence internationale ne peut pas fonctionner sans être régulée. Pascal Lamy,

pourtant directeur de l'OMC, affirme ainsi qu'elle doit s'inscrire dans le cadre d'un « juste échange », ce qui implique d'une part des normes internationales pour protéger les biens publics (santé, environnement, etc.) et des politiques d'accompagnement « domestiques » (économiques et sociales), le tout permettant (de son point de vue libéral) d'éviter le protectionnisme : si tous les pays ont une protection sociale de qualité, la « distorsion de concurrence » s'estompe. L'ancienne ministre espagnole des Affaires étrangères, Ana Palacio, fait un pas de plus : opposer capitalisme et Etat est une erreur « historique » ; il faut un Etat qui fonctionne bien (avec des droits collectifs et une gouvernance efficace) pour encadrer la soi-disant « main invisible du marché. Paradoxe donc : selon ces points de vue, la bonne marche de l'Etat est utile ... au succès du capitalisme (c'est nouveau, ça vient de sortir). Plus radicale, la position de Christophe Ramaux affirme que l'Etat ne doit pas seulement être maintenu, mais renforcé : en plus de la protection sociale, il est indispensable de l'armer pour réguler les rapports de travail, assurer les services publics et mener une politique économique d'intérêt général, garantir la délibération démocratique. Reconstruire une théorie et une pratique de l'Etat social est une condition indispensable pour « sortir du chaos néolibéral ». Pour cela, Pierre Larrourou (avec d'autres intellectuels du collectif « Roosevelt 2012 ») pense qu'il faut provoquer un véritable « sursaut » politique et social en avançant 15 propositions « radicales » pour changer la donne en matière de fiscalité, de sécurisation de l'emploi, de normes sociales et environnementales. Il ne s'agit plus ici de « rassurer les marchés mais de les dompter ».

En savoir plus : *La protection sociale, antidote au protectionnisme*, Pascal Lamy, Alternatives économiques Hors-Série No 93 ; *La bonne marche de l'Etat concourt au succès du capitalisme*, Ana Palacio, Le Temps 23.05.12 ; *L'Etat a de beaux jours devant lui*, recension dans Alternatives économiques No 314, juin 2012, du livre de Christophe Ramaux *L'Etat social*, Editions Mille et une nuits 2012 ; *Roosevelt et le contrat social*, recension dans Le Monde 05.06.12 du livre de Pierre Larrourou *C'est plus grave que ce qu'on vous dit ... mais on peut s'en sortir !*, Nova Editions, 2012

➤ **En Suisse aussi**

La nécessaire articulation entre développement économique et politique sociale est applicable en Suisse comme ailleurs. C'est ce que défend Daniel Lampart (économiste en chef de l'USS). Le problème de l'économie suisse ne consiste pas en une prétendue « faiblesse de la productivité » (position de la Confédération), mais dans la répartition des revenus et la « sécurisation » du marché du travail, ce qui requiert l'engagement des pouvoirs publics dans le domaines des mesures d'accompagnement à la libre circulation, des transports publics, des politiques du logement et de la santé, de l'approvisionnement énergétique, de la fiscalité notamment.

En savoir plus : *Des rapports stables et justes pour un développement économique harmonieux*, Daniel Lampart dans La Vie économique 6-2012

➤ **Réinventer la solidarité**

Concrètement cette tendance au « retour du social » suscite toute une série de réflexions et de propositions. Cela passe par une redéfinition de la politique sociale : comment articuler lutte contre la pauvreté et lutte contre la précarité pour éviter les effets de seuil d'une part à les dérives populistes (création d'une opposition stérile entre assistés et « working poors »). Et aussi par une responsabilisation des entreprises en conditionnant leur accès au marché par le respect des normes européennes en matière de conditions sociales (dont la liberté syndicale) et en les obligeant à fournir chaque année un rapport en la matière (décret récemment adopté en France). Ou

encore en contestant l'arrogance des grandes entreprises et de leur management en favorisant un équilibre entre secteur privé, secteur public et « secteur pluriel » (coopératives, associations, ESS), y compris en investissant massivement dans ce dernier secteur.

En savoir plus : *Comment réinventer la solidarité*, Le Monde 19.06.12 ; *A la recherche de l'entreprise responsable*, Le Monde 22.05.12 ; *Mondialisation : la troisième voie* (sur les conditions d'accès au marché), Alternatives économiques Hors-Série No 93 ; *Responsabilité sociale des entreprises : un décret par la petite porte*, Alternatives économiques No 314, juin 2012 ; *Henry Mintzberg contre l'entreprise arrogante* (point de vue d'un gourou du management), Le Monde 22.05.12 ; *500 milliards en dix ans pour l'économie sociale*, Le Monde 05.06.12

➤ **Bien gérer les établissements publics : attention !**

Il est sûrement important de lire ce qui précède pour essayer de comprendre et d'analyser le gros dossier (40 pages) que consacre la Vie économique de ce mois au « Gouvernement des entreprises publiques en Suisse ». A première vue et sans surprise, venant du seco, l'approche est fortement teintée de libéralisme : la « gouvernance d'entreprise » doit être appliquée aux établissements publics et aux services « externalisés » par un Etat considéré à la fois comme propriétaire et actionnaire majoritaire. C'est vrai pour la Confédération (Poste, CFF, Swisscom, Banque nationale, etc.) comme pour les cantons, que le seco définit comme des « holdings » d'entreprises publiques qui sont « à l'interface entre l'Etat et le marché » et que les conseils d'administration devraient gérer « en tenant compte des intérêts de l'un et de l'autre ». On pense bien sûr aux SIG, à la Banque cantonale, au service de la promotion économique et, pourquoi pas aux HUG. Genève est d'ailleurs citée à plusieurs reprises dans ce dossier. A l'attention particulière du secteur public !

En savoir plus : *Le gouvernement des entreprises publiques en Suisse*, La Vie économique 6-2012, pages 3 à 45

4. Le syndrome du bouc émissaire

Gros bémol à cette possible reconstruction de la solidarité : la montée des populismes, de la xénophobie et, plus largement de la « droitisation » du discours politique. Les événements récents en Europe (affaires Breivik et Merah, campagne électorale en France) ont suscité de nombreux commentaires et analyses, dont plusieurs éléments peuvent s'appliquer à la Suisse.

Islamophobie, droitisation politique et responsabilité de la gauche

Suède, Finlande, Belgique, Pays-Bas, France etc. presque tous les pays d'Europe, comme la Suisse, sont marqués par les succès importants de l'extrême-droite aux élections qui surfe notamment sur un discours islamophobe. Les analystes insistent sur le fait que ce phénomène ne peut pas être seulement dénoncé comme une « aberration mentale », mais qu'il faut l'analyser sérieusement en tentant de comprendre les raisons sociales, politiques et culturelles qui le favorisent. Encore une fois, c'est plus complexe qu'il n'y paraît. La précarisation généralisée du salariat crée un climat d'insécurité qui pousse les gens à chercher des boucs-émissaires (les immigrés), phénomène sociétal récurrent expliqué depuis longtemps par des penseurs comme René Girard et Pierre Bourdieu. La surdité de la gauche face à ces peurs et son incapacité à les affronter et son impuissance à obtenir de résultats réellement alternatifs (libéralisme, mondialisation, chômage de masse, délocalisations, précarité, inégalités) découragent les populations. L'américanisation des modes de vie (individualisme, consumérisme, anti-intellectualisme, médiatisation à outrance) « décale vers la droite » les

modes de pensée et de vie partout dans le monde. Ce contexte ouvre un vaste champ, au-delà de l'extrême droite, aux thèmes de la droite sur la sécurité, le contrôle de l'immigration, les trop fameuses « valeurs nationales » et aussi la défiance vis-à-vis des syndicats et de la gauche institutionnelle. Résumé ainsi, cela paraît un peu simpliste, mais une lecture attentive des arguments avancés donne à réfléchir. Notons au passage que, pour une fois, la Suisse est comprise dans l'analyse, avec son plus fort taux d'immigration en Europe (1,51% en 2009 contre 0,61% en moyenne), son record européen de votes extrémistes (26,6% en 2012) et son parti emblématique en la matière (UDC). Pour ne pas finir déprimé, on lira les contre-propositions d'un chercheur français (El Mouhoub Mouhoud) pour une nouvelle orientation des politiques migratoires, dont des thèmes chers au SIT : droit de vote des immigré-e-s, régularisation des sans-papiers, lutte contre la sous-traitance.

En savoir plus : *Pourquoi la phobie de l'islam enfle*, Le Monde 26.05.12 ; *Une promiscuité non désirée dope l'islamophobie*, Le Monde 26.05.12, deux pages dont une partie intitulée *La gauche offre aux droites d'Europe leurs succès* ; à lire avec *La crise profonde de la gauche européenne : sur le continent, la droite impose ses thèmes*, Le Monde 18.05.12 ; *Le monde manichéen d'Eurabia*, avec les scores de l'extrême droite en Europe, Le Monde 29.04.12

5. Que font les syndicats ?

Si le débat public redonne une place au social, au rôle de l'Etat, aux possibilités alternatives de sortie de crise, cela ne veut pas dire que c'est gagné dans les faits. Comme toujours, il faudra un mouvement social pour y parvenir. Et les syndicats ont un rôle déterminant à y jouer, que ce soit en terme d'écoute et de défense des salarié-e-s, de représentativité, de capacité de proposition et de négociation.

➤ **Occuper le terrain**

En cette période de mutations, les syndicats ont une triple responsabilité : faire connaître la réalité du monde du travail dont ils sont les meilleurs experts (observation de terrain, écoute des travailleurs et travailleuses, représentativité) ; défendre les salarié-e-s (que ce soit devant les tribunaux, comme porte-parole de leurs revendications ou par le contrôle du marché du travail) ; obtenir de nouveaux droits pour les travailleurs et travailleuses (selon la règle des « trois tiers » : 1/3 législatif, 1/3 réglementaire, 1/3 négociations). Plusieurs livres parus ces derniers temps insistent sur ce rôle incontournable des syndicats.

En savoir plus : *Oser le social*, recension dans Le Monde 28.05.12 du livre de Laurent Tertrais *La promesse syndicale* aux éditions Michalon ; *Dernier rempart pour les salariés*, compte rendu du Monde 07.06.12 de l'ouvrage *Dernier recours : le monde du travail devant les tribunaux* au Seuil ; *La parole au travail*, retour sur l'histoire des lois Auroux, qui ont marqué le droit du travail français en 1982 et dont une relance serait bien nécessaire 30 ans après.

➤ **Mener la bataille**

Si les ouvrages dont il est question ci-dessus s'inscrivent dans le contexte français, ils n'en demeurent pas moins éclairants pour l'orientation de l'action syndicale en Suisse aussi, dans le contexte des échéances sociales et politiques qui se profilent à l'horizon : renforcement des mesures d'accompagnement à la libre circulation, obtention de la responsabilité solidaire des entreprises, droit de vote et d'éligibilité des étrangers, plafonnement des hauts revenus, etc. Quelques dossiers, suisses et français, peuvent donner des armes pour ces batailles qui s'annoncent rudes.

En savoir plus : *Dix ans de libre circulation des personnes avec l'UE : le fort attrait du marché du travail suisse*, La Vie économique 6-2012 (« éclairage » du seco sur la question qui mérite une lecture critique mais fournit des chiffres utiles et souligne le rôle important des CCT et des mesures d'accompagnement) ; *Patrons et syndicats s'affrontent sur la « responsabilité solidaire »*, Le Courrier 26.06.12 (bilan des discussions en cours) ; *Faut-il donner le droit de vote aux étrangers ?*, Alternatives économiques No 314, juin 2012 (état des lieux sur le débat en France, avec des arguments qui peuvent servir aussi en Suisse) ; *Salaires : mettre fin au grand écart*, Alternatives économiques No 313, mai 2012, recension d'un livre *Le facteur 12* (qui explique pourquoi il faut plafonner les revenus pour de raisons économiques autant qu'éthiques)

➤ **Prendre en compte les mutations sociales**

Pour bien faire leur boulot, les syndicats doivent cependant faire attention à prendre en compte les changements intervenus dans la société et dans le monde du travail. Ainsi, de nouvelles fractures sociales, culturelles, voir géographiques viennent modifier la donne et la représentativité syndicale ou politique, comme cela s'est passé lors des élections françaises (les « nouvelles frontières » entre précaires et assistés, centre et périphérie, les questions identitaires). Plus particulièrement, les différences entre générations (en termes de sécurité de l'emploi, de mobilité et de perspectives d'avenir, de rapport à l'autorité, d'utilisation d'Internet, etc.) changent les pratiques et les mentalités (la « génération Y »). De même, la féminisation du monde du travail et l'accès des femmes à l'encadrement créent de nouveaux rapports dans l'entreprise et la vie sociale (parentalité notamment) qui sont vécus de manière « ambivalente » par les hommes.

En savoir plus : *Les classes populaires ont changé : attention aux nouvelles fractures sociales* ; Le Monde 29.05.12 ; *Génération Y, du concept marketing à la réalité* ; Le Monde 10.05.12 ; *L'ambivalence des hommes face à la montée des femmes dans l'entreprise*, Le Monde 10.05.12

➤ **Au-delà des frontières**

Crise, austérité, protection sociale, toute la situation actuelle ne se réduit pas à des problématiques nationales : elle touche le monde entier et les inégalités nationales se doublent d'inégalités entre pays et continents. Les solutions (gouvernance, régulation, droits sociaux, etc.) doivent donc aussi être cherchées et mises en place au niveau international, si on ne veut pas accroître la concurrence, les inégalités voire la violence dans le monde. Dans ce domaine, le syndicalisme international reste très faible comme son utilisation de l'Organisation internationale du travail (OIT), seule institution onusienne consacrée à la protection sociale pourtant. Peut-être la récente désignation d'un syndicaliste à la tête de l'OIT améliorera-t-elle les choses, permettra-t-elle de peser plus face aux institutions financières et renforcera-t-elle les normes internationales dans le domaine du travail. La bataille du social se mène aussi au niveau mondial.

En savoir plus : *La bataille mondiale du social*, Le Monde 27-28.05.12 ; *Un syndicaliste à la tête du « parlement du travail »* ; Le Monde 30.05.12

6. Et encore ...

Quelques nouvelles brèves sur des dossiers intéressant le SIT

- **Sécurité au travail** : La Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) a créé deux nouveaux outils de prévention : le « passeport de sécurité personnel » (une version pour tous les travailleurs et une pour les temporaires) et un DVD sur les situations dangereuses. Présentation de ces outils dans La *Vie économique* 6-2012 pages 51 à 54 ou sur le site Internet www.cfst.ch
- **Sous-traitance en chaîne** : le Tribunal fédéral vient de confirmer la condamnation d'une entreprise vaudoise qui n'avait pas empêché ses sous traitants de commettre des abus en matière de conditions de travail et de salaires. Une jurisprudence à utiliser. USS-Infos 28.06.12 : *Le Tribunal fédéral confirme l'interdiction des abus*
- **Ouverture prolongée des magasins** : le 17 juin dernier, les électeurs zurichois et lucernois ont refusé deux objets visant à étendre les heures d'ouverture des commerces : initiative PLR (ZH) « le client est roi » (!) et projet d'une heure supplémentaire le samedi (LU). USS-Infos 28.06.12 : *Même Zurich dit non !*
- **Fiscalité** : en Suisse, les autorités politiques n'ont pas entendu le message qui prône plus de justice fiscale pour sortir de l'endettement public. Au niveau fédéral, Eveline Widmer-Schlumpf propose une nouvelle fois d'alléger la fiscalité des entreprises (3 milliards de perte pour l'Etat). Au plan genevois, le Conseil d'Etat s'oppose à l'initiative socialiste visant à supprimer les cadeaux fiscaux aux entreprises qui s'installent dans le canton, proposant au Grand Conseil de les maintenir tout en les réservant aux entreprises « innovantes ». Là aussi, ce sont les finances publiques qui sont pénalisées. *Baisser les impôts des familles ou des entreprises, il faudra choisir*, Le Temps 21.05.12 ; *L'exécutif genevois tient aux allègements fiscaux*, Le Temps 22.06.12
- **Crèches low-cost ?** Le conseiller national PLR Otto Ineichen voulait ouvrir en Suisse 100 crèches à bas prix en économisant sur le personnel (bénévoles et « mères expérimentées » pour une part de l'accompagnement, baisse des exigences de formation pour les professionnelles) et en augmentant le nombre d'enfants par groupes. Mais son projet fait long feu (expérience de Beromünster) et est combattu par les spécialistes de la petite enfance qui ont publié le 25 mai une « cadre d'orientation pour l'accueil, l'éducation et la formation » dans ce domaine. *Les crèches « low-cost », un pari compliqué*, Le Temps 04.05.12
- **Banques : licenciements** : à Genève, les banques se mettent à licencier pas mal de personnel « en catimini » pour éviter de les annoncer à l'Office cantonal de l'emploi. Parmi les banques concernées : HSBC, Crédit Suisse, UBS, EFG, Union bancaire privée. L'ampleur du phénomène est difficile à évaluer : discrétion des banques, « exportation du chômage » en France voisine masquent la réalité. Et cela s'accompagne d'un durcissement des évaluations du personnel, d'une baisse des salaires pour la majorité du personnel, de discriminations en fonction de l'âge. *Les banques licencient en catimini*, Le Temps 21.05.12
- **Revenu universel** : le lancement de l'initiative pour un revenu universel a le mérite de lancer le débat : intéressante manière d'assurer une protection sociale universelle ? risque pour l'emploi (désaffectation) ? augmentation d'impôts ? baisse de l'activité économique ? Autant de questions controversées qui animeront la campagne. *Une idée étrange : le revenu universel*, Le Temps 15.05.12
- **Santé au travail et management** : une étude française menée dans 30 sociétés établit les liens entre certaines formes de management et santé au travail : chefs absents du terrain, multiplication des outils de gestion, objectifs contradictoires, manque de soutien aux employé-e-s contribuent au mauvais bilan social de certaines entreprises. Pour la santé des salarié-e-s mieux vaudrait un « management de proximité » que les

« machines de gestion » à la mode. Interview du Pr. Detchessahar sur son enquête *Management et santé* » dans Le Temps 11.05.12

- **ESS toujours** : décidément, l'Economie sociale et solidaire a le vent en poupe et suscite de plus en plus d'analyses et propositions. Pour compléter le dossier déjà souvent mentionné dans la revue des revues, on peut lire plusieurs articles sur sa capacité à « retisser du lien social », sur sa pratique salariale « moins inégale » qu'ailleurs, sur la nécessité, pour la développer, de plus la financer, de mieux l'enseigner et de la favoriser dans les marchés publics. Autant d'articles dans Alternatives économiques (AE) : *L'ESS sans frontières*, AE No 312 ; *ESS : des salaires moins inégaux*, AE No 311 ; *Entreprise sociales : changer d'échelle*, AE No 312 et aussi *Le livre blanc du Mouves* (Mouvement des entrepreneurs sociaux)
- **Indignés encore** : même chose pour le mouvement des indignés : en définitive peu de documentation et encore moins d'analyses permettent aujourd'hui de bien le comprendre. Deux « anthologies » (expériences, témoignages, textes) viennent de paraître, qui permettent peut-être de mieux percevoir les objectifs et les débats internes de ce que certain-e-s d'entre eux appellent « la révolte des 99% ». Recension sous ce titre, dans Le Monde du 08.06.12, de deux livres : *Occupy Wall Street : textes, essais et témoignages des indignés* et *Indignés ! D'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*

JMD / 03.07.12

Tous les documents cités sont à disposition
chez Aurélien Petzold